



N° 130 / 2025

La Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales) et, en référence à son courrier en date du 17 avril 2025 relatif à la communication conjointe AL TUN 1/2025, portant sur la situation de Mme Sonia Dahmani, a l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, la réponse de l'État tunisien à ladite communication.

La Mission permanente de la Tunisie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Service des procédures spéciales) l'assurance de sa très haute considération.



Genève, le 03 juin 2025

P.J. : Une

Service des procédures spéciales

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Palais des Nations Palais des Nations- CH-1211 Genève 10, Suisse

ohchr-registry@un.org

**Mission permanente de la République tunisienne
à Genève**

**Réponse de l'État tunisien à la communication conjointe
des mécanismes du Conseil des droits de l'homme de l'ONU
concernant la situation de M^{me} Sonia Dahmani
(AL TUN 1/2025)**

Contexte général

L'État tunisien a reçu une communication conjointe que lui ont adressée les représentants de plusieurs mécanismes du Conseil des droits de l'homme : le Groupe de travail sur la détention arbitraire, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants, la Rapporteuse spéciale sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants. Cette communication contient plusieurs allégations relatives au fait que Sonia Dahmani aurait été privée des fondements d'un procès équitable et aurait subi des traitements inhumains en détention.

Il est à noter que la Tunisie s'est déjà exprimée au sujet de la situation de M^{me} Dahmani dans sa réponse à la communication conjointe AL TUN 4/2024 concernant la situation de plusieurs juges et avocats.

Selon la communication dont il est question ici, M^{me} Dahmani aurait été victime de plusieurs violations, notamment liées à des manquements lors de son arrestation, dans le cadre de laquelle des méthodes violentes auraient été employées pour la contraindre, elle et les autres avocats la soutenant, à se conformer à la convocation émise à son égard. Elle aurait également subi un traitement dégradant et inhumain en prison, sous la forme d'attouchements des parties intimes pendant une fouille, et aurait été privée de participer à ses audiences au tribunal à deux reprises faute de moyen de transport.

En réponse à toutes ces allégations, nous examinerons chaque point afin de montrer que le contenu des allégations est en contradiction avec les données officielles relatives à la situation de M^{me} Dahmani, qui a été condamnée dans plusieurs affaires portées devant les tribunaux tunisiens.

**Allégation selon laquelle il y aurait eu, lors de l'arrestation
de M^{me} Dahmani, des manquements allant jusqu'au recours
à la violence contre les avocats la soutenant**

Contrairement aux allégations contenues dans la communication conjointe selon lesquelles l'avocate Sonia Dahmani a été violemment arrêtée au siège de l'Ordre national des avocats à Tunis par des policiers présumés portant des vêtements civils noirs et encagoulés qui n'ont pas présenté de mandat d'arrêt, l'intéressée a été arrêtée en vertu d'un mandat d'amener émis par le juge d'instruction chargé de l'affaire. Ce dernier lui avait d'abord fait parvenir une citation à comparaître pour l'entendre au sujet d'une plainte déposée contre elle pour « atteinte à autrui sur les réseaux sociaux », mais elle ne s'était pas présentée devant lui. Des avocats la représentant avaient demandé un report de l'audience, sans justification. Le juge d'instruction avait refusé d'accéder à cette demande et émis un mandat d'amener visant M^{me} Dahmani. Le juge d'instruction a suivi les procédures régulières et n'a commis aucun manquement. Cependant, l'intéressée a annoncé publiquement qu'elle ne répondrait pas à la convocation du juge d'instruction ni au mandat d'amener et s'est barricadée dans la Maison de l'avocat, qui n'est pas un lieu où la loi tunisienne interdit l'exécution des décisions

de justice, d'autant plus qu'il s'agit d'un établissement offrant des services administratifs et des services de saisie et d'impression de documents et non du siège officiel de l'Ordre national des avocats ou de l'un de ses bureaux. En outre, rien sur le plan juridique ne s'oppose à l'exécution de la citation à comparaître visant M^{me} Dahmani, étant donné que celle-ci n'exerce plus la profession d'avocat depuis plusieurs années. Elle fait l'objet d'une cessation temporaire de service, à sa propre demande, depuis 2017, et exerce actuellement le métier d'animatrice d'émissions de télévision et de radio. Les faits qui lui sont reprochés ne sont pas liés à son activité d'avocate.

Pour exécuter le mandat d'amener, les membres des forces de l'ordre se sont introduits dans l'établissement susmentionné, sur instruction du ministère public et conformément à la législation en vigueur, notamment aux dispositions de l'article 78 du Code de procédure pénale. Les procédures judiciaires engagées contre l'intéressée se sont déroulées en présence de l'avocat de cette dernière, qui n'a signalé aucun fait notable. Après examen des faits par le juge d'instruction et le représentant du ministère public, un mandat de détention provisoire a été délivré à l'égard de l'intéressée.

Il convient d'indiquer que les membres des forces de sécurité ont veillé à ce que l'intéressée bénéficie de toutes les garanties juridiques prévues, conformément aux exigences relatives à la bonne application de la loi et aux règlements en vigueur dans ce domaine. Le 13 mai 2024, le juge d'instruction a été saisi de l'affaire et a émis un mandat de dépôt contre l'intéressée.

Allégations relatives aux atteintes à l'intégrité physique de M^{me} Dahmani et à son traitement inhumain en détention

Parmi les traitements dégradants dont l'intéressée dit avoir fait l'objet figurent des attouchements des parties intimes par une membre du personnel de la prison, l'obligation de porter un *sefseri* pour se rendre au tribunal, l'interdiction de recevoir des vêtements envoyés par sa famille, la confiscation de ses effets personnels, le refus de lui dispenser des soins médicaux immédiats pour ses problèmes de santé et la limitation de ses contacts avec le monde extérieur à une visite par semaine et une visite sans dispositif de séparation par mois.

À cet égard, il convient de rappeler que les droits relatifs à l'intégrité physique et morale des détenus sont garantis par la loi n° 2001-52 du 14 mai 2001 relative à l'organisation des prisons, qui établit un certain nombre de droits pour les détenus et oblige l'administration pénitentiaire à en garantir l'exercice en fournissant une assistance médicale, psychologique et sociale à tous les détenus sur un pied d'égalité, conformément aux normes internationales dans ce domaine.

En ce qui concerne les allégations de l'intéressée relatives aux attouchements d'une employée de la prison lors d'une fouille, il convient de noter que le ministère public en a été notifié par l'unité pénitentiaire et a reçu une plainte d'un avocat de M^{me} Dahmani à ce sujet, à la suite de quoi une instruction judiciaire a été ouverte. Celle-ci est encore en cours. L'Inspection des prisons et de la rééducation a également ouvert une enquête administrative pour déterminer si les allégations sont fondées ou non. Il s'agit là de procédures légales que permet le système juridique tunisien pour établir la vérité et en déterminer les conséquences légales ; en effet, la véracité des allégations ne peut pas être vérifiée tant qu'une décision judiciaire ou un jugement n'a pas été rendu.

L'intéressée affirme avoir été soumise à des restrictions en étant autorisée à recevoir seulement une visite de ses proches par semaine. Or la loi relative à l'organisation des prisons réglemente les visites des membres de la famille ou des amis aux détenus comme suit :

- Les proches parents de la personne détenue à titre préventif ou en vertu d'un jugement non définitif, énumérés aux articles suivants, sont admis à lui rendre visite une fois par semaine en vertu d'une autorisation délivrée par les autorités judiciaires compétentes ;
- Les proches parents de la personne détenue en vertu d'un jugement définitif sont admis à lui rendre visite une fois par semaine et à l'occasion des fêtes religieuses, et ce, en vertu d'une autorisation délivrée par l'administration chargée des prisons et de la rééducation.

Par conséquent, l'intéressée jouit du droit que lui garantit la loi au même titre que les autres détenus, sans aucune discrimination.

Enfin, en ce qui concerne les allégations selon lesquelles l'intéressée ne reçoit pas les soins de santé dont elle a besoin, des sources officielles confirment qu'elle bénéficie, comme les autres détenus, des soins médicaux et psychologiques nécessaires qui lui sont garantis par la loi, en ayant accès tant au médecin de l'unité qu'aux traitements devant être dispensés dans des établissements de santé publique en dehors de la prison.

Il convient de noter que la Tunisie a adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à New York le 18 décembre 2002. Conformément à celui-ci, elle a créé, par la loi organique n° 2013-43 du 21 octobre 2013, l'Instance nationale pour la prévention de la torture, qui est habilitée à effectuer des visites dans toutes les prisons pour en inspecter les conditions et à mener des enquêtes sur tout signalement concernant un éventuel cas de torture.

En outre, les organisations de la société civile qui mènent leurs activités dans le respect des cadres juridiques pertinents, comme la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme, entre autres, peuvent également entrer dans les unités pénitentiaires pour constater les conditions de détention et publier des rapports.

Le Comité général des prisons et de la rééducation peut aussi, dans le cadre de ses activités, procéder à des visites pour contrôler les conditions de détention. Toute personne qui estime avoir subi des violations ou des restrictions en ce qui concerne les conditions de détention a le droit de déposer une plainte auprès des autorités judiciaires compétentes, en qui repose la compétence d'examiner si des violations ont été commises contre des militants de la société civile et, le cas échéant, d'en tenir les auteurs légalement responsables.

Mesures prises pour garantir que l'intéressée et les autres défenseurs des droits de l'homme et organisations de la société civile en Tunisie peuvent mener à bien leur travail pacifique et légitime dans un environnement propice

La Constitution tunisienne prévoit une protection particulière pour les droits et libertés, en son article 22 (chap. II) : « L'État garantit aux citoyens et aux citoyennes les libertés et les droits individuels et collectifs. Il leur assure les conditions d'une vie digne. ». Cette protection est consacrée par les articles 40, 41 et 42, qui garantissent la liberté de réunion et de manifestation pacifiques, le droit syndical, le droit de grève et le droit de constituer des partis politiques, des syndicats et des associations. Après l'énumération des droits et de leurs protections constitutionnelles, le chapitre II se termine par l'article 55, qui dispose qu'aucune restriction ne peut être apportée aux droits et libertés garantis par la Constitution, si ce n'est en vertu d'une loi et pour répondre aux impératifs de la défense nationale, de la sûreté publique ou de la santé publique ou pour sauvegarder les droits d'autrui ou la moralité publique.

Le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations a apporté des changements radicaux en abolissant le système d'agrément et en le remplaçant par un régime de déclaration qui facilite la formation d'associations en toute liberté, selon les conditions en vigueur. L'article premier de ce décret-loi garantit la liberté de constituer des associations, d'y adhérer et d'y exercer des activités et le renforcement du rôle des organisations de la société civile ainsi que leur développement et le respect de leur indépendance.

À cela s'ajoutent les dispositions de l'article 6, qui interdit aux autorités publiques d'entraver ou de ralentir l'activité des associations de manière directe ou indirecte, et celles de l'article 7, ainsi libellé : « L'État prend toutes les mesures nécessaires garantissant à tout individu sa protection par les autorités compétentes contre toute violence, menace, vengeance, discrimination préjudiciable de fait ou de droit, pression ou toute autre mesure abusive suite à l'exercice légitime de ses droits prévus par le présent décret-loi. Toute atteinte à ces droits constitue une infraction punie par la loi tunisienne. ». Il n'existe pas dans la

législation de disposition portant spécifiquement sur la protection des défenseurs des droits de l'homme. En cas de violation, les lois en vigueur, comme le Code pénal ou d'autres lois applicables, sont invoquées.



ردّ الدولة التونسية بخصوص البلاغ المشترك الصادر عن

اليات تابعة لمجلس الأمم المتحدة لحقوق الانسان

بخصوص وضعيّة السيّدة سنية الدّهmani

(AL TUN 1/2025)

الإطار العام:

تلقت الدولة التونسية بلاغا مشتركا صادرا عن عدد من الاليات التابعة لمجلس حقوق الانسان (فريق العمل المعني بالاحتجاز التعسفي والمقررة الخاصة المعنية بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير والمقررة الخاصة المعنية بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان و المقررة الخاصة المعنية باستقلال القضاة والمحامين والمقرر الخاص المعني بحقوق الانسان للمهاجرين والمقررة الخاصة المعنية بمسألة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة والمقررة الخاصة المعنية بالاتجار بالأشخاص خاصة النساء والأطفال) يتضمن جملة من الادعاءات المتعلقة بالسيّدة سنية الدّهmani حول غياب أسس المحاكمة العادلة وتعرضها للمعاملة غير الإنسانية خلال فترة الاحتجاز.

وتجدر الإشارة إلى أنه سبق للدولة التونسية في إطار الردّ على البلاغ المشترك عدد AL/TUN 4/2024 والمتعلق بوضعية عدد من القضاة والمحامين أن تعرضت لوضعيّة السيّدة سنية الدّهmani.

وحيث جاء في البلاغ الحالي تعرّض السيّدة سنية الدّهmani لجملة من الانتهاكات تعلّقت أساسا بخروقات إجرائيّة طالت عمليّة إيقافها مع استعمال طريقة عنيفة لإجبارها وبقية المحامين المساندين لها على الامتثال لبطاقة الجلب الصادرة ضدها إضافة إلى تلقّيها معاملة مهينة ولا إنسانية في السّجن من خلال تعريضها لتفتيش تم استغلاله للمسها من أماكن حسّاسة وحرمانها من مواكبة جلساتها القضائيّة في مناسبتين بدعوى عدم توفر وسيلة نقل.

وللجواب على جملة الادعاءات المذكورة، يتّجه التعرض لكل نقطة بالردّ لبيان تعارض ما ورد بها مع المعطيات الرّسميّة المتعلّقة بوضعيّة السيّدة سنية الدّهmani باعتبارها محكوم عليها في عدد من القضايا المنشورة أمام المحاكم التّونسيّة.

- بخصوص اعتبار إيقاف السيّدة سنية الدّهmani منظوي على خروقات إجرائيّة وصلت إل حدود استعمال العنف ضدّ المحامين المتضامين معها:

يُتَّجَه الإشارة في هذا الخصوص إلى أنّه خلافاً لما ورد في الادّعاءات المضمنة بالبلاغ المشترك موضوع التعهّد من تعرّض المحامية سنية الدهماني للإحتجاز باستعمال العنف من طرف ضبّاط شرطة مشتبّه بهم يرتدون ملابس مدنيّة سوداء وأقنعة من مقرّ الهيئة الوطنية للمحامين في تونس العاصمة ودون الإدلاء بمذكرة اعتقال، فإنّ إيقاف المعنية بالأمر جاء تنفيذاً لبطاقة جلب قانونية صادرة عن السيد قاضي التحقيق المتعهد بالقضية بعد توجيه استدعاء لها توصّلت به دُون الحضور لديه لسماعها حول شكاية قدّمت ضدها من أجل "الإساءة إلى الغير عبر شبكات التّواصل الاجتماعي"، وقد طلبت عن طريق لسان دفاعها تأخير استنطاقها دون تقديم أيّ مبرر لذلك، فرفض قاضي التّحقيق الإستجابة للطلب وأصدر بطاقة جلب في حقّها، وهي إجراءات سليمة لا تنطوي على أيّ خرق إجرائي من قبل قاضي التحقيق. إلّا أنّ المعنية أعلنت للعموم أنّها لن تستجيب لاستدعاء قاضي التّحقيق ولا بطاقة الجلب الصادرة عنه وقامت للغرض بالتّحصّن بدار المحامي التي لا تُعدّ من الأماكن التي يمنع القانون التونسي تنفيذ القرارات القضائيّة فيها خاصّة أنّها تعتبر مكتب خدمات إداريّة ورّقن وطباعة ملفّات وليست مقرّاً رسميّاً للهيئة الوطنيّة للمحامين أو أحد فروعها، إضافة إلى عدم وجود مانع قانوني من تنفيذ بطاقة الجلب في حقّ السيّد سنية الدهماني باعتبارها غير مباشرة لمهنة المحاماة منذ عدّة سنوات وقد أُحيلت على عدم المباشرة بطلب منها منذ سنة 2017 وهي تعمل حالياً كمؤثثة برامج في عددٍ من البرامج التلفزية والإذاعية. كما لا تتعلق الأفعال المنسوبة إليها بممارستها لمهنة المحاماة.

ويُتَّجَه أيضاً بيان أنّه تنفيذاً لبطاقة الجلب، اضطرتّ الوحدات الأمنيّة المكلفة بإنفاذ القانون إلى دخول المقر المذكور بناءً على تعليمات النّياية العموميّة وذلك في كنف احترام التشريع الجاري به العمل وخاصّة الفصل 78 من مجلة الإجراءات الجزائيّة. علماً وأنّ احترام الإجراءات القانونيّة المتخذة في شأنها تمتّ بحضور محاميها ودون تسجيل ما يستحقّ الذكر من جانبه. وبمراجعة السيد قاضي التحقيق المتعهد وممثل النّياية العموميّة، تمّ الإذن بالاحتفاظ بالمعنية بالأمر.

وجدير بالذّكر بأنّه تمّ الحرص من طرف الوحدات الأمنيّة على تمكين المعنية بالأمر من كافة الضمانات القانونيّة المكفولة لها وفقاً لمتطلّبات حسن إنفاذ القانون والتراتب الجاري بها العمل في المجال. وقد تمّ إحالتها على السيد قاضي التحقيق المتعهد بتاريخ 13 ماي 2024 الذي أصدر في شأنها بطاقة إيداع بالسجن.

● بخصوص الادّعاءات المتعلّقة بانتهاك الحرمة الجسديّة للسيدة سنية الدهماني والمعاملة اللانسانية التي تلقّتها في سجن إيقافها

ادعت العارضة أن الممارسات المهينة التي أرتكبت في حقّها تمثلت في لمس مناطق حسّاسة من بدنها من قبل الموظفة بالسجن وإجبارها على ارتداء "السّفساري" أثناء خروجها لحضور محاكمتها ومنعها من تلقّي ملابس واردة عليها من عائلتها ومصادرة متعلّقاتها الشّخصيّة وحرمانها من الرعاية الطبيّة الفوريّة لمعالجة المشاكل الصحيّة التي تعاني منها فضلاً على تقييد اتّصالها بالعالم الخارجيّ إذ لم يقع تمكينها إلّا من زيارة واحدة في الأسبوع وزبارة مباشرة مرة في الشهر.

ويجب التذكير في هذا الخصوص أنّ ضمان حقوق الأشخاص المودعين بالسجن من حيث السلامة البدنيّة والنفسية قد تم ضبطه بموجب القانون عدد 52 لسنة 2001 المؤرخ في 14 ماي 2001 المتعلّق بنظام السجون والذي

أقرّ جملة من الحقوق لفائدة المساجين وألزم إدارة السجن بضمان الحقوق المذكورة من حيث توفير الرعاية الصحية والنفسية والاجتماعية لكافة المودعين وعلى قدم المساواة بينهم طبق المعايير الدولية في هذا المجال.

كما يتّجه الإشارة بخصوص ما ادّعته العارضة من تعرضها للمس أماكن حسّاسة من جسمها من قبل موظفة السجن عند القيام بتفتيشها، فإنّ وحدات السجون أعلنت النيابة العمومية بالمحكمة الابتدائية بمنوبة بادعاءات المعنية وقد تلقت النيابة بدورها شكاية من محامي السيدة سنية الدهماني في الغرض. وتبعاً لذلك، تمّ فتح بحث قضائي في هذا الخصوص لا زال جارياً. كما فتحت التّفقديّة العامة للسجون والإصلاح بحثاً إدارياً في الغرض للتّحري في صحّة هذه الادّعاءات من عدمها، وهي الإجراءات القانونية الممكنة والمتاحة في المنظومة القانونية التونسية لكشف الحقيقة وترتيب الآثار القانونية عليها، إذ لا يمكن الجزم بصحّة هذه الادّعاءات قبل صدور قرار أو حكم قضائي في الموضوع.

وخلالاً لما ادّعته العارضة أيضاً بخصوص تعرضها لتضييقات بخصوص زيارة أقاربها وعائلتها وقصر ذلك على زيارة واحدة في الأسبوع، فقد نظّم قانون السجون زيارة السجّناء من قبل أفراد العائلة أو الأصدقاء كما يلي:

- يرخّص لأقارب السّجين الموقوف تحفظياً أو الصّادر بشأنه حكم غير بات والمبنيين بالأحكام الموالية في زيارته مرّة في الأسبوع بمقتضى رخصة زيارة مسلمة من قبل السلط القضائيّة ذات النّظر.
- يرخّص لأقارب السّجين المحكوم عليه بحكم بات في زيارته مرّة في الأسبوع وبمناسبة الأعياد الدّينيّة وذلك بمقتضى رخصة مسلمة من الإدارة المكلفة بالسجون والإصلاح.

ومن هذا المنطلق، تتمتع المعنية بحقها المكفول بالقانون على غرار بقية المودعين دون أي تمييز.

وأخيراً بالنسبة للادعاءات المتعلقة بعدم تلقي العارضة للرعاية الصحية اللازمة، فيتّجه التأكيد وفقاً للمصادر الرسمية أن المعنية تحظى على غرار بقية المودعين بالرعاية الصحية والنفسية اللازمة والمكفولة لها بمقتضى القانون سواء فيما يتعلق بتمتعها بمعاينة طبيب الوحدة أو تلقي العلاج بمؤسسات الصحة العمومية خارج الوحدة السجنية. كما يتّجه الإشارة في هذا الخصوص إلى أن تونس قد انضمت إلى البروتوكول الاختياري لاتفاقية مناهضة التعذيب وغيره من ضروب المعاملة أو العقوبة القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، المعتمد من قبل الجمعية العامة للأمم المتحدة بنيويورك في 18 ديسمبر 2002، وقد أحدثت وفقاً لذلك بمقتضى القانون الأساسي عدد 43 لسنة 2013 المؤرخ في 21 أكتوبر 2013 الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب والتي لها بمقتضى قانونها زيارة كافة السجون للاطلاع على الأوضاع بها أو إجراء التحقيقات بشأن أي إشعار بوجود شبهة تعذيب.

كما يمكن لبقية المنظمات التابعة للمجتمع المدني، والتي تنشط في هذا المجال في الأطر القانونية السليمة، الدخول للوحدات السجنية للاطلاع على ظروف الإقامة بها ونشر تقاريرها في الغرض مثل الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان أو غيرها من جمعيات المجتمع المدني المنظمة في الأطر القانونية السليمة.

كما تبقى الهيئة العامة للسجون والإصلاح منفتحة بمقتضى ممارستها على الزيارات التي تهدف للاطلاع على الأوضاع في السجون، وكلّ من يدّعي تعرضه لأي انتهاكات أو تضييقات في هذا المجال فإنه يكون من حقّه التقدم بشكاية لدى الجهات القضائية المختصة التي تبقى صاحبة الاختصاص للنظر في حصول انتهاكات للنشطاء في المجتمع المدني وتعميل التّبعات القانونيّة لمرتكبي تلك الانتهاكات إن وجدت.

- بخصوص التدابير المتخذة لضمان قدرة السجينة المعنية وغيرها من المدافعين على حقوق الإنسان ومنظمات المجتمع المدني في تونس على القيام بعملهم السلمي والمشروع في بيئة مناسبة:

خصّ الدستور التونسي الحقوق والحريات بحماية خاصة جسدها الباب الثاني منه إذ نصّ ضمن الفصل 22 على ما يلي "تضمن الدولة للمواطنين والمواطنات الحقوق والحريات الفردية والعامة وتبرئ لهم أسباب العيش الكريم". وتكريسا لذلك نصّت الفصول 40 و 41 و 42 منه على حرية الاجتماع والتظاهر السلميين والحق النقابي وحق الإضراب والحق في تكوين أحزاب ونقابات وجمعيات. وانتهى هذا الباب بعد تعداد الحقوق وأوجه حمايتها الدستورية بالفصل 55 الذي جاء به أنه "لا توضع قيود على الحقوق والحريات المضمونة بهذا الدستور إلا بمقتضى قانون ولضرورة يقتضيها الدفاع الوطني، أو الأمن العام، أو الصحة العمومية، أو حماية حقوق الغير، أو الآداب العامة".

كما أدخل المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات تغييرات جذرية، حيث ألغى نظام التأشيرة وعوّضه بنظام التصريح ليفسح المجال لتكوين الجمعيات بكل حرية طبقا للشروط الجاري بها العمل. ونصّ الفصل الأول منه على ضمان حرية تكوين الجمعيات والانضمام إليها وتنفيذ أنشطتها وتعزيز دور منظمات المجتمع المدني وضمان تنميتها واحترام استقلالها.

هذا بالإضافة إلى مقتضيات الفصل 6 منه الذي يحجّر على السلطات العمومية عرقلة نشاط الجمعيات أو تعطيله بصفة مباشرة أو غير مباشرة، وما جاء بالفصل 7 من نفس المرسوم الذي ينصّ على أن "تتخذ الدولة جميع التدابير اللازمة التي تكفل لكل شخص حماية السلطات المختصة له من أيّ عنف أو تهديد أو انتقام أو تمييز ضارّ فعلا أو قانونا أو ضغط أو أي إجراء تعسفي آخر نتيجة لممارسته المشروعة للحقوق المشار إليها في هذا المرسوم. ويعدّ أي انتهاك لهذه الحقوق أو الاعتداء عليها جريمة يعاقب عليها القانون التونسي". ولا يوجد في الترسنة القانونية نصّ خاص بحماية المدافعين عن حقوق الإنسان، ويتمّ الرجوع في صورة حصول انتهاكات للقوانين سارية المفعول كالمجلة الجزائية أو القوانين الخاصة.